



Programmation 2014-2020

Programme opérationnel régional de l'Île-de-France et du Bassin de la Seine

Avenant n°4 à la Convention de délégation de tâches

Entre La Région Île-de-France

Adresse : 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen

Ci-après désignée comme « Autorité de Gestion »

Représentée par Valérie PECRESSE

Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Et

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol

Raison sociale : Paris Terres d'Envol

N° SIRET : 20005809700011

Adresse : Boulevard de l'Hôtel de Ville, 93600 AULNAY SOUS BOIS

Ci-après désigné comme « Organisme Intermédiaire ITI »

Représenté par Bruno BESCHIZZA

Président de L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'envol

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds



européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil désigné le « règlement général » et notamment ses articles 36-1 et 123-6

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) no 1081/2006 du Conseil

Vu le règlement délégué (UE) 2019/1867 de la Commission Européenne du 28 août 2019

Vu l'Accord de Partenariat 2014-2020 - France

Vu la décision d'exécution n° CCI 2014FR05M0OP001 du 18 décembre 2014 de la Commission européenne portant approbation du programme opérationnel régional FEDER / FSE 2014 2020 de l'Île-de-France et du Bassin de la Seine

Vu l'article 78 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

Vu le règlement délégué (UE) 2019/1867 de la Commission Européenne du 28 août 2019 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement d'un financement à taux forfaitaire

Vu l'appel à projets du volet urbain du programme opérationnel de l'Île-de-France et du Bassin de la Seine 2014-2020 « INTERRACT'IF : Les Investissements territoriaux intégrés (ITI) pour une croissance innovante, inclusive et durable en Île-de-France », fixant les conditions de recevabilité et de sélection des territoires candidats

Vu le dossier de candidature de l'Organisme Intermédiaire pour l'appel à projets du volet urbain du programme opérationnel de l'Île-de-France et du Bassin de la Seine 2014-2020 « INTERRACT'IF : Les Investissements territoriaux intégrés (ITI) pour une croissance innovante, inclusive et durable en Île-de-France » déposé le 23 avril 2015



Vu la délibération de l'Organisme Intermédiaire sans subvention globale au sens de l'article 123-6 du règlement général précité n°1303/2013 en date du 15 décembre 2015

Vu l'avis du comité régional de programmation (CRP-R) du 8 juin 2015

Vu la notification de la décision de l'Autorité de Gestion en date du 15 juin 2015

Vu la convention de délégation de tâches signée entre la Région Île-de-France et l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol le 10 octobre 2016 et ses avenants

Vu la consultation écrite du comité régional de suivi interfonds du 4 au 18 novembre 2019

Vu la consultation écrite du comité régional de programmation (CRP-R) du 8 au 15 juin 2020

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

Le présent avenant vise à préciser les missions confiées à l'organisme intermédiaire ITI dans le cadre d'une délégation renforcée et à acter le passage à un nouveau processus de paiement des dépenses d'assistance technique.

ARTICLE 2 - Précision des missions confiées à l'Organisme Intermédiaire ITI dans le cadre du dépôt des demandes de paiement

Afin d'améliorer l'efficacité de gestion lors de la phase de complétude des demandes de paiement par une coordination plus poussée entre l'Autorité de Gestion et la cellule ITI en amont et lors du dépôt, l'accompagnement des porteurs de projet par la cellule ITI est renforcé.

ARTICLE 2.1 - L'article 4.1.1 « - Pilotage et animation de la stratégie intégrée de développement territorial urbain » est modifié comme suit :

L'Organisme Intermédiaire ITI :

- a. Met en place un comité de sélection et de suivi qui anime l'enveloppe dédiée, en s'assurant de la consommation régulière des crédits et en proposant une communication la plus large et la plus adaptée possible aux porteurs de projets de son territoire ;
- b. Accompagne les porteurs de projets du territoire de l'ITI dans le montage de leur dossier, en lien avec l'Autorité de Gestion ;



- c. ***Procède à l'accompagnement des porteurs de projet lors du dépôt de leur demande de paiement et effectuée, en lien avec l'Autorité de Gestion, un contrôle de premier niveau de la complétude administrative de celle-ci.***
- d. Participe à la bonne réalisation du plan de communication du programme opérationnel régional de l'Île-de-France et du Bassin de Seine.

ARTICLE 2.2 - Le point 2 « contrôles de service fait » du paragraphe 2.2.5 « procédures de vérification des opérations » de l'annexe 3 (DSGC) de la Convention de délégation de tâches est modifié comme suit :

Le contrôle de service fait tend à établir le montant des dépenses réelles justifiées ainsi que le total des ressources perçus au titre des contreparties (hormis pour les demandes d'acomptes – bilans intermédiaires).

L'autorité de gestion opère le contrôle de service fait des opérations relevant de l'ITI. Elle s'appuie, autant que de besoin sur la cellule ITI, afin de contrôler l'opération et notamment au titre de la complétude administrative lors du dépôt de la demande de paiement d'acompte ou de solde.

ARTICLE 3 - Assistance technique forfaitaire

Afin de simplifier la gestion des crédits d'Assistance Technique (AT), l'Autorité de Gestion opte pour la mise en place du processus de financement à taux forfaitaire de l'assistance technique. A cet effet, un accord de partenariat remplace les modalités de remontée et de versement de l'assistance technique jusqu'ici en vigueur pour la programmation 2014-2020.

Cet accord de partenariat prend effet dès signature et jusqu'au 31/12/2023.

ARTICLE 4

Les autres articles de la convention de délégation de tâches demeurent inchangés.

Fait à Saint-Ouen, le

L'Organisme Intermédiaire ITI

(Nom et qualité, signature et cachet)

L'Autorité de Gestion

(Nom et qualité, signature et cachet)